



LETTRE OUVERTE

Montréal, le 24 avril 2025

Objet : la crise silencieuse du réseau scolaire

Les associations représentant les directions et directions adjointes d'établissement et les gestionnaires du réseau scolaire lancent aujourd'hui un cri d'alarme. Car, il est devenu nécessaire de dénoncer l'indifférence persistante du gouvernement face à nos conditions de travail, à notre rôle névralgique dans le réseau de l'éducation et à l'absence de considération dont nous faisons l'objet depuis trop longtemps. En témoigne l'absence d'avancement dans les travaux visant le renouvellement des conditions d'emploi de nos membres.

Depuis avril 2023, nous demandons à rencontrer les dirigeants gouvernementaux pour discuter d'importants enjeux de rémunération qui rendent problématique le recrutement des cadres. Nos demandes sont restées lettre morte.

Pendant ce temps, les autres groupes du secteur public ont obtenu des rehaussements substantiels de leurs conditions d'emploi ayant permis des ententes. Par exemple, en plus des augmentations salariales octroyées, les enseignants ont bénéficié d'investissements importants pour améliorer leurs conditions de travail, ce que nous jugeons tout à fait légitime. Il en est ainsi des autres groupes syndiqués. Or, après quatre mois de discussion, le gouvernement demeure inflexible et ne fait preuve d'aucune ouverture à l'endroit des demandes sectorielles des représentants des cadres qui sont responsables de la supervision des différents personnels scolaires.

Ce traitement inéquitable a engendré une situation absurde : les employés que nous supervisons gagnent parfois autant, voire plus, que les membres que nous représentons. Ce phénomène

d'écart salarial réduit, voire d'inversion salariale est non seulement injuste, mais aussi dangereux pour la pérennité du réseau. Il compromet l'attractivité de notre profession et freine sérieusement le renouvellement de la relève. Déjà, les postes de cadres peinent à être pourvus, les départs se multiplient et l'épuisement professionnel devient la norme.

Nous sommes également parmi les cadres les moins bien rémunérés au pays, accusant un retard documenté pouvant atteindre plus de 20 % par rapport à nos collègues des autres provinces. Aussi, un rattrapage salarial s'impose et celui-ci ne peut se limiter aux mêmes augmentations salariales consenties aux personnels syndiqués !

Pourtant, notre réalité est celle d'un engagement sans limite en faveur de la réussite éducative, ce qui se traduit par une semaine de travail dont la durée est non définie et largement extensible et par des responsabilités qui ne cessent de s'additionner. Le gouvernement peut-il reconnaître à sa juste valeur cette contribution ?

Malgré nos lettres, nos appels et nos propositions, le silence du gouvernement demeure. Aucun accusé de réception, aucune ouverture réelle à la négociation. Ce mutisme est inacceptable et nous oblige à intensifier nos actions visant la juste reconnaissance de nos membres.

Nous sommes déterminés à poursuivre notre mobilisation. Les cadres scolaires refusent d'être les grands oubliés du système éducatif. Il est urgent de reconnaître l'importance stratégique de notre travail en posant des gestes concrets pour le valoriser. Car, sans les cadres scolaires, le bon fonctionnement des établissements scolaires est compromis.

Le système d'éducation québécois mérite mieux. Il est temps d'agir.

Jean-François Parent, Président directeur général, AQCS

Kathleen Legault, Présidente, AMDES

Guylaine Cormier, Présidente, ACSGM

Julie Carpentier, Présidente, AAESQ

Carl Ouellet, Président, AQPDE

Nicolas Prévost, Président, FQDE